



BRANCHE IEG
En direct

— 17 ET 18 FÉVRIER 2016 —

REPRISE EN MAIN PUBLIQUE DE L'ÉNERGIE

DEPUIS PLUSIEURS MOIS LES ÉLECTRICIENS ET GAZIERS ONT ENTAMÉ UN VÉRITABLE BRAS DE FER AVEC LES DIRECTIONS DES ENTREPRISES DE L'ÉNERGIE, LE GOUVERNEMENT ET BRUXELLES.

Les luttes portent sur **l'avenir industriel des industries électriques et gazières**, sur le maintien et la défense de **l'emploi statutaire**, ainsi que sur les questions de rémunérations par une juste **revalorisation des salaires et pensions**.

Les revendications des salariés portent aussi sur le **financement des activités sociales** avec une demande de moratoire à hauteur de 500 millions d'euros, la transparence et l'ouverture d'une négociation sur le financement.

10 OCTOBRE, 4 ET 24 NOVEMBRE, 9 DÉCEMBRE, 21 JANVIER...

Un cumul de journée d'actions qui a créé une dynamique incontestable mesurée par la fébrilité des employeurs.

En témoignent les avancées sonnantes et rétrogrades dans certaines entreprises dans les négociations avancées au choix, notamment dans les filiales d'ENGIE et/ou à GrDF où la CGT réclame néanmoins que plus de salariés en bénéficient. **En témoigne également la tenue de la réunion tripartite sur le financement des activités sociales le 17 février 2016 !**

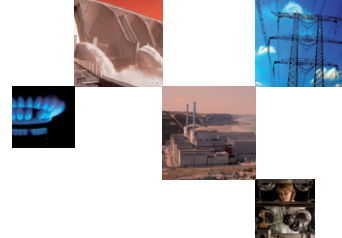
IL EST INDÉNIABLE QUE LES DIRECTIONS DES ENTREPRISES COMMENCENT SÉRIEUSEMENT À TREMBLER DANS LA CRAINTE D'UNE MOBILISATION MAJEURE DES ÉLECTRICIENS ET GAZIERS, NOUS DEVONS DONC AMPLIFIER LE MOUVEMENT !

La pression et l'analyse de la FNME-CGT dans les projets de réorganisations des entreprises ont permis de mettre à jour les difficultés financières du Groupe EDF (droit d'alerte économique) et les interrogations légitimes des salariés vis-à-vis des choix industriels opérés.

Nos interrogations sur l'investissement dans l'EPR d'Hinkley Point en Grande Bretagne font vaciller la Direction, à tel point que celle-ci a avoué ne plus savoir comment financer ce projet...

L'équation est simple : 10 milliards d'euros d'investissements par an pendant un minimum de 10 ans avec seulement 3 milliards de résultat net !?

Pour les 7 milliards manquants, la Direction compte les gagner sur le dos du salariat du Groupe EDF par des milliers de suppressions d'effectifs, la fermeture de sites de production, les ventes d'actifs en France (RTE) et en Europe, les restrictions d'investissements et l'austérité salariale..



L'inconnu de l'équation c'est NOUS ! Charge à NOUS de nous faire connaître des Directions et du Gouvernement ! Refusons toute diminution d'effectifs !

Le Groupe ENGIE n'est pas en reste. La réorganisation enclenchée est annonciatrice de suppressions d'activités considérées non rentables - celles sur les marchés concurrentiels - et un recentrage vers l'activité régulé ! L'inverse d'il y a deux ans en arrière où il fallait accélérer la dérèglementation...

Ce choix pose de lourdes interrogations sur les emplois directement concernés, notamment ceux de la **branche commerce**, qui comme à EDF, va subir en premier les suppressions d'emplois.

Il s'agit aussi d'une réorganisation complète du Groupe mélangeant et séparant des activités auparavant liées.

La mise en œuvre de la Loi Transition Énergétique, couplée à la gestion financière des entreprises dans un contexte de dérèglementation du marché de l'Énergie, totalement sous perfusion, démarre son travail de sappe des Groupes de l'énergie.

Les demandes d'EDF de faire monter rapidement la tonne de CO₂ au delà des 30€ n'a pas comme objectif la réduction des gaz à effet de serre, mais l'annihilation de ses concurrents directs assis sur la production thermique classique pour faire remonter les prix de l'électricité !

À terme, ce choix aurait des conséquences énormes sur l'emploi dans le thermique à flamme en France et en Europe. Les salariés d'Uniper France - ex SNET - seraient directement visés. Plus globalement, c'est l'avenir du thermique à flamme qui est menacé.

La FNME-CGT a combattu les lois restrictives pour le salariat des industries électriques et gazières. L'aveuglement politique entraîne maintenant nos industries dans une spirale infernale avec comme conséquences directes la fermeture de sites industriels, la casse de l'emploi statutaire et la dégradation des conditions de vie et de travail.

STOP !

IL EST URGENT QUE LA NATION REDEVienne PROPRIÉTAIRE DES CHOIX INDUSTRIELS DE L'ÉNERGIE !

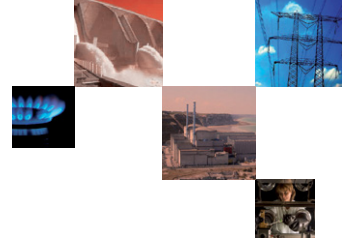
IL EST URGENT QUE TOUTE CETTE CASSE INDUSTRIELLE SOIT BLOQUÉE, LE MONOPOLY DE L'ÉNERGIE DOIT CESSER !

Alors que la France risque de tomber avec une production industrielle inférieure à 10 % de son PIB, irréversible selon certains économistes, défendons ce qui a été la fierté de la France durant les 70 dernières années : son modèle industriel énergétique.

Le 17 février 2016, le Gouvernement reçoit les organisations syndicales sur le financement des activités sociales. La mobilisation, ce jour-là, doit être à la hauteur pour accompagner nos revendications sur le financement des activités sociales !

Le 18 février 2016, le CCE d'EDF SA va traiter de la fermeture du thermique à flamme fuel et charbon, élément de l'austérité annoncé dans le Groupe.

C'EST DONC UN PLAN SOCIAL DANS L'ÉNERGIE... UNE RÉALITÉ QUI CONTREDIT L'AFFICHAGE DU GOUVERNEMENT ET DU MEDEF DE RÉINDUSTRIALISATION DU PAYS.



Suite à de nombreuses décisions dans les entreprises de l'énergie, de véritables plans de suppressions d'emplois sont mis en œuvre, ce qui pour la première fois pourrait déboucher sur des licenciements secs.

À ENGIE - ex-GDF Suez - ce sont les centres de ventes aux particuliers qui sont divisés par deux, soit **-500 salariés**.

Ce sont **-200 salariés** dans l'activité de ventes aux entreprises, **-200** dans la filiale informatique, avec risque de licenciement.

C'est **la filiale CLIPSOL** qui est **liquidée** et **ENERGIA** qui supprime aussi **100 emplois**. À terme ce sont donc **1 200 suppression d'emplois envisagées, soit 20 % des salariés**.

À EDF SA, après 5 800 embauches entre 2010 et 2014, "fruit" de la mobilisation des salariés avec la seule CGT, ce sont **-4 000 postes qui** sont annoncés par la Direction, soit 5,8 % de moins entre 2016 et 2018. Par exemple au Commerce, l'annonce officielle fait valoir **-500 salariés pour 2015 et -500 pour 2016**.

À la DPIH, ce sont **entre 350 et 400 emplois supprimés** d'ici 2019, hors perte de concessions hydrauliques.

À la Distribution, ce sont **50 emplois de moins** en 2017 et **1 500 envisagés en moins** à GrDF au nom de la productivité et des réorganisations.

Si jamais le projet d'aménagement du travail et du forfait jours se mettait en œuvre à EDF, cela engendrerait 2 000 embauches en moins.

À la CCAS, la baisse du 1 % décidée par EDF et ENGIE percute de plein fouet les emplois utiles au bon fonctionnement de l'organisme.

Ces quelques chiffres ne tiennent pas compte de l'éventuelle fermeture de la Centrale de Fessenheim, des centrales thermiques à flamme, etc. Pour 1 poste supprimé dans les entreprises "historiques", ce sont 1, 2, 3 postes supprimés chez les prestataires !

Quelles conséquences de l'arrivée de nos 18 000 collègues d'AREVA NP ?

Chez AREVA, ce sont **6 000 postes supprimés** dans le monde. **Chez Alstom General Electric**, ce sont aussi **831 postes supprimés en France**.

**À CE CONSTAT ÉDIFIANT,
NOUS DISONS NON À UN QUELCONQUE PLAN SOCIAL
ET POURSUIVONS ET AMPLIFIONS L'ACTION !**

**LES 17 ET 18 FÉVRIER 2016, LA FNME-CGT APPELLE L'ENSEMBLE
DE SES SYNDICATS À SE MOBILISER EN GRÈVE POUR PORTER
HAUT ET FORT :**

- la création du Pôle Public de l'Énergie avec de nouvelles nationalisations ;
- de nouveaux droits statutaires garantissant l'emploi dans les IEG ;
- la revalorisation des salaires et pensions ;
- l'emploi ;
- la pérennisation de nos activités sociales.

REPRISE EN MAIN PUBLIQUE DE L'ÉNERGIE

17 et 18 Février 2016

